

EMMANUEL COTSOYANNIS

Directeur général de Miarakap

« Les ressources financières pour accompagner et pour financer les entreprises sont disponibles »



Emmanuel Cotsoyannis, (au centre de la photo) le directeur général de Miarakap, lors du lancement de la troisième prise de participation de Miarakap : Vatel Madagascar

Emmanuel Cotsoyannis, le directeur général de Miarakap, la première société d'investissement à impact dédiée au financement et à l'accompagnement des Petites et moyennes Entreprises (PME) et des start-ups à fort potentiel à Madagascar, détaille ses missions et ses projets.

Par Raoto Andriamanambe et Mitsinjo Alisoa
Photo © Miarakap

Pouvez-vous rappeler l'esprit de Miarakap ?
Miarakap est un fonds d'investissement à impact, dédié au financement, à l'accompagnement, et à la promotion des PME et des start-ups à Madagascar. C'est un fonds qui a été créé en février 2018, à l'initiative d'Investisseurs&Partenaires (I&P), un fonds d'investissement panafricain, lui-même intervenant et finançant les PME, pour des montants d'investissements supérieurs à celui de Miarakap. La création de Miarakap est également à mon initiative. J'ai été entrepreneur pendant une dizaine d'années. Je pouvais mesurer les enjeux liés au financement et à l'accompagnement d'un entrepreneur. Ensuite, nous avons été rejoints par un groupe d'investisseurs et d'entrepreneurs majoritairement malgaches. En ce qui concerne les financements, il s'agit des grandes entreprises, des institutions bancaires, d'entrepreneurs, ainsi

que d'actifs dans le milieu de la finance ou de l'industrie. La philosophie qui nous anime et qui nous a réunis autour de la table est que les PME, notamment les plus petites d'entre elles, sont un levier absolument indispensable du développement économique, de l'inclusion sociale, de l'innovation, de l'amélioration de la condition de vie, de l'élargissement de l'offre de produits et services essentiels, de l'accès au salariat et à l'assurance sociale. C'est un puissant moteur de développement. Pourtant, les PME ont le plus de difficultés dans l'économie malgache. Contrairement aux grandes entreprises, elles ont un accès limité aux financements.

Quand on voit la typologie des trois entreprises que vous accompagnez, elles sont très différentes. Quelle est la pertinence de ce choix ?

...Et elles vont l'être de plus en plus parce

qu'on vient d'approuver notre quatrième investissement. Il s'agit de trois entreprises formelles, structurées et organisées. Par exemple, Chicky comptait quatorze ou quinze employés quand nous sommes entrés dans son capital. Elle en compte aujourd'hui soixante-dix. On fait état de 700 000 salariés à Madagascar, dont une ligne formels, pour 25 millions d'habitants. Nous sommes convaincus qu'il est plus facile de créer des millions d'emplois, en créant des dizaines de milliers d'entreprises, qu'en créant quelques centaines d'entreprises, qui emploieront des milliers de personnes.

Les entrepreneurs se heurtent aujourd'hui à des problèmes évidents de financement. Les ressources aujourd'hui, de manière générale, sont-elles disponibles à Madagascar, les ressources financières pour accompagner l'essor de ces PME, voire même des TPE ?

Je vais vous surprendre, la réponse est oui ! Les ressources financières pour accompagner et pour financer les entreprises sont disponibles. Les banques disposent de liquidités importantes. Les bailleurs de fonds souhaitent financer le secteur privé. Aujourd'hui, quand vous les recontrez, ils vous disent que "le secteur privé est un enjeu. Il faut qu'on l'accompagne et le finance". Des fonds comme Miarakap démontrent qu'on peut mobiliser localement. 70% des fonds levés par Miarakap l'ont été de manière locale. Je crois que le sujet n'est pas sur la disponibilité des ressources. Il est plutôt sur la capacité que vont avoir les acteurs financiers, à les mettre à la disposition des PME de manière satisfaisante. Deux problèmes se posent. Le premier est que la plupart des entreprises qui viennent nous voir ne sont pas prêtes pour recevoir des financements. Elles disent que le problème est l'argent. Cependant, à bien y regarder, il est question de structuration, de problème de développement et de formalisation de besoins. Les entreprises ont besoin de dispositifs d'accompagnement, qui font défaut à Madagascar. La seconde difficulté repose sur l'informel. 95% de l'économie malgache demeurent informelles. Il n'y a pas de solution. Il faut pousser les entreprises à se formaliser, en étant extrêmement pointilleux sur le fait que nous n'accordons pas de financement à des entreprises qui ne peuvent pas se formaliser intégralement. Ce faisant, on espère pouvoir montrer que, pour les entreprises qui veulent se développer, la formalisation est une étape indispensable.

Vous l'avez souligné, nous avons actuellement un environnement entrepreneurial émergent, somme-nous dans la bonne voie, en termes de pratique, de mécanisme financier et d'approches? Nos entrepreneurs sont sur la bonne voie ou s'y prend-on mal si vous analysez l'environnement en général ?

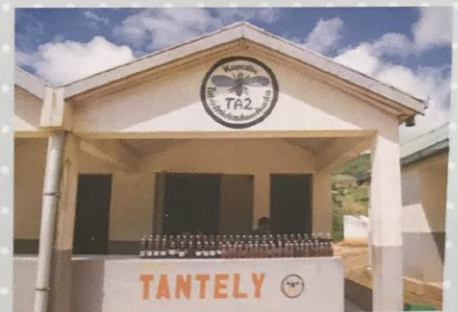
Il y a une vraie dynamique entrepreneuriale à Madagascar. En fait, on n'a pas le choix. Les millions d'emplois qui vont devoir être créés dans les années qui viennent n'existent pas dans les entreprises d'aujourd'hui. Donc, finalement, pour un jeune formé académiquement ou professionnellement, qui chercherait une voie de succès et en même temps la stabilité, je lui recommanderai l'entrepreneuriat à Madagascar. Je crois qu'on a un environnement qui est très propice à l'entrepreneuriat en ce sens que le pays a un potentiel de diversités très grande. Dans le secteur agricole, il y a énormément d'opportunités qui ne sont pas réservées au grand groupe. Les services ont le même potentiel de diversification avec une approche très intéressante : on a plus en plus d'entreprises qui ont besoin de services. Je ne voudrais pas

comparer avec d'autres pays à des stades de développement proche, mais je crois qu'il y a une culture du sérieux, du travail et de la résilience. Ces quinze dernières années, les Malgaches ont montré qu'ils savaient courber l'échine et se relever. Résister est une vraie qualité d'entrepreneur. Après, s'y prend-on bien ? Récemment, il y a eu des annonces assez spectaculaires sur le soutien public, gouvernemental et bancaire à l'entrepreneuriat, avec le dispositif de financement microentrepreneurs "Fihariana". Je crois que c'est une bonne mesure qui doit être accompagnée par des dispositifs à mettre en place avec des soutiens du privé ou du public, avec des structures d'incubation et d'accompagnement. Madagascar est entrée dans une phase, dans un climat qui est indispensable pour le développement des entreprises, qui est celui de la stabilité. L'objectif de Miarakap, certes c'est de financer quarante entreprises, mais c'est surtout de faire émerger quelques champions, dix ou quinze, et que ces champions deviennent des inspirations pour des centaines voire des milliers d'entrepreneurs de demain. ■

► TEXTO

PERSPECTIVES Des milliards à investir dans les PME

Miarakap prend des participations minoritaires au capital d'entreprises à fort potentiel de croissance, pour des montants unitaires compris entre 100 millions et 1,2 milliard d'ariary, et apporte à ses participations ainsi qu'un soutien stratégique, managérial et technique. En tant qu'acteur de l'investissement à impact, Miarakap se donne pour mission de maximiser son impact économique, social et environnemental à travers ses prises de participations, et contribuer au développement malgache. «*Nous aurons financé une vingtaine de projet d'ici cinq ans, et quarante projets à un horizon de dix ans. Ce qui nous amènera, en termes financier, à investir environ 30 milliards d'ariary en dix ans. Aujourd'hui, nous sommes dans le temps. Nous avons investi un milliard d'ariary pour la première année. On devrait en investir à nouveau deux milliards d'ariary en 2019*», dévoile Emmanuel Cotsoyannis, directeur général de Miarakap. Pour lui, «*l'ambition Miarakap est de devenir un acteur incontournable du financement et de l'accompagnement des PME*». Pour les fonds d'investissements, l'objectif à moyen terme est de mobiliser



davantage de fonds privés, publics et institutionnels pour financer les PME. Miarakap veut aussi impulser une dynamique avec les dispositifs existants, notamment les banques. «*Nous ne faisons pas le même métier. Nous avons des zones de collaboration qui sont très claires*», insiste Emmanuel Cotsoyannis. Le problème de financement auprès des institutions bancaires demeure entier malgré les offres et les avancées. «*Aujourd'hui, certains banquiers ont de très bons dossiers à qui ils souhaitent prêter mais les entreprises ont besoin davantage de fonds propres, de capital ou d'accompagnement. Et on intervient en complément avec le banquier*», soutient notre interlocuteur. ■